

Pour une agriculture productrice et un paysage intact



**Les paysans
suisses assurent**

notre approvisionnement

notre paysage

notre Suisse

SVP

UDC

**Qualité
suisse** 

Union Démocratique du Centre
Brückfeldstrasse 18, Case postale
3000 Berne 26
Téléphone 031 302 58 58 / Fax 031 301 75 85
www.udc.ch / gs@svp.ch

Assurer l'approvisionnement

Le premier objectif de l'agriculture suisse doit être d'assurer un approvisionnement suffisant de notre pays en produits indigènes sains et de qualité. Le degré d'auto-alimentation (part des aliments produits par l'agriculture suisse et consommés dans le pays) était de l'ordre de 62% en 2000. Il s'agit de conserver au moins cette proportion. Les produits indigènes ne doivent pas être évincés davantage du marché suisse par des produits bon marché importés de l'UE. La Politique agricole 2007 continue de mettre à rude épreuve la flexibilité des exploitations agricoles. Les paysans ont jusqu'ici réagi de manière offensive et avec souplesse à la nouvelle situation sur le marché. On ne saurait cependant davantage mettre sous pression l'agriculture professionnelle, productrice et travaillant sur tout le territoire de la Suisse. Il s'agit en effet d'éviter qu'un abandon de la production agricole de base ne mette en péril le mandat constitutionnel de l'agriculture.



Demandes de l'UDC

Une agriculture professionnelle, productrice et couvrant tout le territoire.

La suppression des règlements et entraves inutiles.

Une liberté d'entreprendre aussi grande que possible pour les agriculteurs.

L'élaboration par le Conseil fédéral d'un programme global pour réduire les coûts de production.

La production agricole de base doit être exonérée de la TVA.

La double imposition des exploitations agricoles par la TVA doit être supprimée.

Conforter le revenu agricole

L'UDC est inquiète devant la dégradation du revenu agricole. Le revenu du travail par unité de main-d'oeuvre familiale est tombé en 2001 à 30'356 francs, soit 10% en dessous de la moyenne des années 1998 à 2000. Le décalage par rapport aux revenus comparables ne doit pas s'élargir, faute de quoi le métier de paysan perd tout son attrait. Or, la Suisse a besoin d'une agriculture productrice et innovatrice avec des jeunes paysans.



Demandes de l'UDC

Des paiements directs ciblés et adaptés aux prestations.

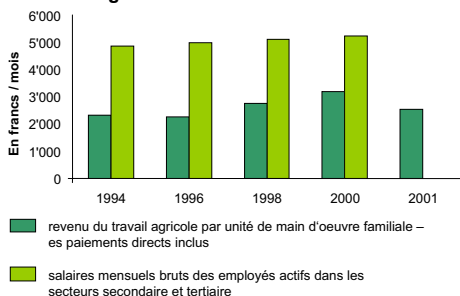
La concentration des aides financières sur les familles paysannes productrices.

La paysannerie ne doit pas être coupée du reste de l'économie.

La caisse fédérale ne doit pas être assainie sur le dos des paysans.

Garantir à l'exploitant et sa famille un revenu minimum décent.

Développement des salaires comparatifs agriculture / reste de l'économie



Les paiements directs ne sont pas une aumône, mais indemnisent des prestations d'intérêt général qui ne peuvent pas être importées et que l'agriculture réalise pour l'ensemble de la population suisse.

Conserver l'espace rural

L'UDC ne s'intéresse pas seulement à la politique agricole, mais aussi au développement global de l'espace rural. Entre 1990 et 2000, le nombre d'exploitations a reculé de 24% pour tomber de 92'815 à 70'537 unités. Aujourd'hui, il y en a encore moins. La rapidité de cette évolution est inquiétante. Certaines régions risquent à moyen et à long terme une émigration si forte que les infrastructures existantes (écoles, bureaux de poste, transports publics, chemins de fer de montagne, gestion des déchets, etc.) ne soient suffisamment exploitées au point de finir par disparaître. A côté des arts et métiers et du tourisme, la population locale est la première à pâtir de cette évolution. Les régions rurales ne doivent donc pas être aménagées comme des musées d'Etat (Convention alpine/parcs naturels), mais il faut leur donner la possibilité de se développer librement, aussi sur le plan économique. Dans sa future politique agricole, le Conseil fédéral doit donner une plus grande place au développement de l'espace rural. L'évolution structurelle doit être accompagnée par une loi sur l'aménagement du territoire plus souple et mieux adaptée aux besoins.



Demandes de l'UDC

Une plus grande place doit être donnée au développement de l'espace rural dans la future politique agricole.

L'aménagement du territoire des régions rurales doit être souple et adapté aux besoins.

Les régions périphériques doivent pouvoir se développer librement, aussi sur le plan économique.

Sécurité alimentaire

La Suisse impose les règles les plus sévères du monde à la production agricole et, partant, à la sécurité alimentaire. Par exemple, les paysans suisses ont renoncé très tôt à fourrager des farines animales aux ruminants; ils ont lancé des systèmes de garantie de la qualité et mis au point des labels de qualité grâce auxquels les consommateurs peuvent acheter des produits alimentaires indigènes et sains. L'actualité de ces dernières années a par ailleurs clairement démontré les limites de la dite mobilité sans obstacle des produits agricoles au sein de l'UE (exemple: la fièvre aphteuse). La Suisse doit exploiter les avantages des frontières qui continuent d'exister. Des importations illégales ou faussement déclarées désavantagent et menacent la production indigène.



Demandes de l'UDC

Un approvisionnement efficace de la Suisse en produits indigènes sains.

L'affichage clair des méthodes de production non admises en Suisse sur les produits importés.

La cessation des transports longs et douloureux des animaux.

Le refus de la politique des bas prix et qui repose sur l'exploitation excessive des ressources naturelles.

Le renforcement des contrôles douaniers pour empêcher les transports illégaux de viande et d'animaux ainsi que d'autres produits agricoles.

Halte à l'activisme débordant en matière de traités internationaux

L'UDC est encore et toujours le seul parti qui refuse, aujourd'hui comme demain, de conduire l'agriculture suisse dans l'UE. Elle combat une politique agricole dictée par Bruxelles. Voilà la meilleure manière de protéger la production agricole indigène. Depuis l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I, les effets de l'ouverture du marché fromager sont déjà nettement perceptibles pour les paysans suisses. L'élargissement de l'UE à l'Est va encore accroître la pression sur l'agriculture helvétique. Néanmoins, le Conseil fédéral maintient sans aucune gêne son objectif d'adhésion à l'UE. L'UDC exige donc que le Conseil fédéral renonce à son intention d'adhérer à l'UE et qu'il empêche l'extension des accords bilatéraux aux nouveaux membres de l'UE.

Pour l'agriculture indigène, il est d'une importance capitale qu'aucune nouvelle concession unilatérale ne soit faite au détriment de l'agriculture dans les prochaines négociations OMC. Il faut mieux prendre en compte les intérêts de la paysannerie suisse.



Demandes de l'UDC

Le Conseil fédéral doit immédiatement cesser sa politique d'adhésion à l'UE par petits pas et retirer sa demande d'adhésion.

Tous les traités internationaux doivent être vérifiés quant à leurs effets économiques sur l'agriculture. Spécifiquement il faut les vérifier dans le prochain Round OMC.